



Bulletin d'information hebdomadaire du Bureau du Procureur

14-20 septembre 2010 – Numéro 55

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE LA SEMAINE :

❖ L'ACCUSATION A PROPOSÉ DE COMMUNIQUER L'IDENTITÉ DE L'INTERMÉDIAIRE 143 ET DEMANDÉ LA REPRISE PROVISOIRE DE L'AUDITION DES TÉMOINS DANS L'AFFAIRE LUBANGA APRÈS QUE LA CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE II AIT CHARGÉ L'UNITÉ D'AIDE AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS DE METTRE EN ŒUVRE DES MESURES DE PROTECTION COMPLÈTES

❖ LE BUREAU GUIDE LA MOBILISATION DES EFFORTS EN VUE DE VEILLER À L'EXÉCUTION DES MANDATS D'ARRÊT EN COURS DANS LA SITUATION RELATIVE AU DARFOUR, SOULIGNANT EN PARTICULIER LE RÔLE D'AHMED HARUN

APERÇU

- Déclaration du Procureur
au sujet des récentes
violences à Conakry,
p. 5

Communication de l'identité de l'intermédiaire 143

Le 13 septembre, l'Accusation a proposé de communiquer à la Défense dans l'affaire *Lubanga* l'identité de l'intermédiaire 143. Dans l'affaire *Katanga/Ngudjolo*, la Chambre de première instance II a chargé l'Unité d'aide aux victimes et aux témoins de mettre en œuvre des mesures de protection complètes à l'égard du même intermédiaire.

Après que la Chambre de première instance I a suspendu la procédure et indiqué qu'aucune autre demande ne serait examinée, elle a précisé que son ordonnance n'empêchait ni les parties ni les participants de présenter des observations directement liées à la suspension du procès. Dans la [demande](#) qu'elle a présentée le 16 septembre, l'Accusation a précisé qu'elle « *sav[ait] que la communication de l'identité de l'intermédiaire 143 ne r[é]glait pas le problème à l'origine de la décision de suspendre la procédure. [Mais que] [t]outefois, [elle] invit[ait] la Chambre à permettre l'audition des témoins sans lever la suspension, et reporter l'examen de la question de savoir si les témoignages recueillis devraient être versés au dossier.* »

L'Accusation a en effet affirmé que la Chambre avait le pouvoir de lever partiellement une suspension de procédure et que, dans cette optique, elle pouvait alors permettre que des témoignages soient recueillis tout en maintenant la suspension du procès.

L'Accusation a donc fait valoir : « *une proposition pour permettre à la Chambre d'entendre des témoignages – avant l'éventuelle reprise du procès – qui pourraient être admis sans occasionner de retard si la suspension est levée, servirait les intérêts des parties et des participants, ceux des victimes qui méritent de connaître l'issue finale et des témoins qui sont en permanence stressés par le report indéterminé de leur déposition, ainsi que celui de la Cour en permettant l'utilisation de ses ressources malgré la suspension de la procédure. Parallèlement, cette mesure provisoire n'irait pas à l'encontre de la décision de la Chambre de suspendre le procès et permettrait à la Chambre d'appel de régler les questions de fait et de droit sous-jacentes.* »

Actions menées par le Bureau du Procureur pour mobiliser les efforts déployés en vue de faire exécuter les mandats d'arrêt relatifs au Darfour

La semaine dernière, le Bureau du Procureur a organisé des rencontres avec des États parties et non parties afin de mobiliser les efforts déployés pour exécuter les mandats d'arrêt délivrés par la Chambre préliminaire dans la situation relative au Darfour. Le Procureur a ainsi rappelé qu'en juin 2008, le Conseil de Sécurité avait publié une déclaration de son Président invitant le Gouvernement soudanais à arrêter Harun et qu'en juin 2010, la Cour avait officiellement fait savoir au Conseil de

Sécurité que le Gouvernement soudanais n'avait pas apporté sa coopération dans l'arrestation de Harun. Dix États parties à la CPI qui siègent au Conseil de Sécurité peuvent être mobilisés pour solliciter la destitution de ce dernier du Kordofan du Sud ainsi que son arrestation.

L'Accusation estime que, au fil des années, Ahmed Harun, qui était au centre d'une politique criminelle, a armé et recruté des milices chargées d'attaquer des civils, au Kordofan dans les années 90, au Darfour de 2003 à 2008, et à Abyei en 2008. Dans ce cas précis, la localisation des personnes recherchées par la Cour est un jeu d'enfant : Harun est l'actuel gouverneur du Kordofan du Sud.

[Voir la suite pages 5-6]

I. Enquêtes et poursuites

Au cours de cette semaine, le Bureau du Procureur a déposé 7 écritures dans les différentes affaires et a mené 7 missions d'enquête dans 5 pays.

I.1. Situation en [République démocratique du Congo](#) (RDC)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités de la RDC en avril 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juin de la même année en se concentrant sur l'Ituri, où les principaux groupes armés avaient commis les crimes les plus graves. Quatre mandats d'arrêt ont été délivrés, à l'encontre des dirigeants de l'UPC [Thomas Lubanga Dyilo](#) et [Bosco Ntaganda](#), et de ceux du FNI et de la FRPI [Germain Katanga](#) et [Mathieu Ngudjolo Chui](#). Le procès contre [Thomas Lubanga Dyilo](#) s'est ouvert le 26 janvier 2009. L'ouverture du procès de MM. [Katanga et Ngudjolo Chui](#) a eu lieu le 24 novembre 2009. [Bosco Ntaganda](#) est toujours en fuite. En septembre 2008, le Bureau du Procureur a annoncé l'ouverture d'une enquête dans les deux provinces du Kivu.

13 septembre — Margaret Wallström, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies chargée de la lutte contre les violences sexuelles dans les conflits armés, a [invité](#) les États de l'Union européenne à suivre l'exemple donné par le Gouvernement américain et à proposer de nouvelles lois sur les minéraux provenant d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Est qui sont la cause de conflits. Elle estime que la nouvelle législation américaine contribuera à prévenir les viols à grande échelle commis dans la région. Entre-temps, le Gouvernement de RDC a [suspendu](#) toutes les activités minières dans l'est de la RDC, espérant ainsi affaiblir les réseaux illégaux à l'origine de la violence qui règne dans la région, dont les réseaux d'appui aux milices telles que le FDLR.

20 septembre — S'adressant au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le Ministre de la justice de RDC, Luzolo Bambi Lessa, [s'est engagé](#) à « ne pas ménager ses efforts » en vue de mettre un terme à l'impunité dont bénéficient les auteurs de violences sexuelles. Il a ajouté qu'un tribunal militaire veillerait à ce que les auteurs des 151 cas de viol et d'actes de violences sexuelles survenus récemment dans la province du Nord-Kivu soient traduits en justice.

I.2. Situation en [Ouganda](#)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités ougandaises en janvier 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juillet de la même année. Cinq mandats d'arrêt ont été délivrés à l'encontre [des plus hauts dirigeants de l'Armée de résistance du Seigneur \(ARS\)](#) : Joseph Kony, Vincent Otti (qui aurait été tué en 2007 sur l'ordre de Joseph Kony), Okot Odhiambo, Raska Lukwiya (tué le 12 août 2006 et dont le mandat d'arrêt a, de ce fait, été levé) et Dominic Ongwen. Ces mandats n'ont pas encore été exécutés. Depuis 2008, l'ARS aurait tué plus de 1 500 personnes, en aurait enlevé plus de 2 250 et en aurait contraint bien plus de 300 000 à se déplacer rien qu'en RDC. En outre, au cours de l'année écoulée, l'ARS a déplacé plus de 80 000 personnes et en a tué près de 250 dans le sud du Soudan et en République centrafricaine.

20 septembre — Le Ministre ougandais de la défense, M. Crispus Kiyonga, et le Ministre de la défense de la RDC, M. Charles Mwando, se sont [engagés](#) au nom de leurs gouvernements à joindre leurs efforts dans la lutte contre l'ARS. « À cet égard, ils sont convenus de faire tout ce qui était possible pour mettre Joseph Kony [et] son groupe hors d'état de nuire [...] », indique leur déclaration commune.

I.3. Situation au [Darfour \(Soudan\)](#)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part du Conseil de sécurité de l'ONU en mars 2005. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juin de la même année. Trois mandats d'arrêt ont été délivrés à l'encontre, d'une part, d'[Ahmad Harun et d'Ali Kushayb](#) et, d'autre part, d'[Omar Al Bashir](#), et n'ont pas encore été exécutés. Trois citations à comparaître ont également été délivrées à l'encontre, d'une part, de [Bahar Idriss Abu Garda](#) et, d'autre part, d'[Abdallah Banda Abaker Nourain et de Saleh Mohammed Jerbo Jamus](#). Le 12 juillet, la Chambre préliminaire I a délivré un [deuxième mandat d'arrêt](#) contre Omar Al Bashir pour trois chefs de génocide à l'encontre des groupes ethniques des Four, Masalit et Zaghawa : génocide par meurtre, génocide par atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale, et génocide par soumission intentionnelle de chaque groupe ciblé à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique. M. Abu Garda [a comparu de son plein gré](#) devant la Cour en exécution de la citation à comparaître qui lui avait été adressée. Il a été autorisé à quitter les Pays-Bas à l'issue de sa comparution initiale qui a eu lieu le 18 mai 2009. L'audience de confirmation des charges a eu lieu du 19 au 30 octobre 2009. Le 8 février 2010, la Chambre préliminaire a rendu une décision par laquelle elle rejetait les charges. Le 15 mars, le Bureau du Procureur a déposé une [demande](#) d'autorisation d'interjeter appel de cette décision, que la Chambre préliminaire a rejetée le 23 avril. Le Bureau entend présenter des éléments de preuve supplémentaires. Le 25 mai, la Chambre préliminaire a rendu sa [Décision informant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies du défaut de coopération de la part de la République du Soudan](#) dans l'affaire portée contre Harun et Kushayb. Le 17 juin, Abdallah Banda Abaker Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus [ont comparu](#) volontairement devant la CPI, pour répondre des accusations de crimes de guerre portées à leur encontre en raison de leur rôle dans l'attaque menée contre des soldats chargés du maintien de la paix de l'Union africaine à Haskanita en 2007. La Chambre préliminaire a fixé au 22 novembre 2010 la date de [l'audience de confirmation des charges](#) de MM. Banda et Jerbo.

15 septembre – [Selon](#) M. Max du Plessis, de l'Institut d'études de sécurité, « *L'Afrique n'est pas en guerre contre la CPI. Les États africains ont joué un rôle clé dans la création du Statut de Rome en 1998 et l'Afrique compte encore le plus grand nombre de ses signataires. [...] Malgré certaines difficultés évidentes, l'Afrique continue de participer au renforcement de l'action de la Cour et à son expansion, notamment en soutenant récemment le projet d'extension de sa compétence au crime d'agression lors de la première conférence de révision de la CPI qui s'est tenue à Kampala cette année. Compte tenu de ces éléments objectifs, il est à la fois inutile et simpliste d'opposer l'Afrique à la CPI. [...] Ensuite, l'Afrique n'est pas unie comme un seul homme derrière Al Bashir. Il est vrai que le Président soudanais bénéficie de puissants appuis au sein de l'Union africaine, mais la "position africaine" au sujet de la CPI est contestée et n'est certainement pas unique. [...] Nier les différentes nuances qui caractérisent la relation qu'il y a entre la Cour et les capitales africaines n'apporte pas grand chose. Il ne faut pas céder à cette simplification à l'extrême de la situation, qui rappelle la prédisposition générale de l'Occident à traiter l'Afrique en un seul bloc. Ce serait alors faire le jeu de certains politiciens africains qui aimeraient que la CPI soit perçue comme une institution anti-africaine et vice-versa.* »

I.4. Situation en [République centrafricaine \(RCA\)](#)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités centrafricaines en décembre 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en mai 2007. Un mandat d'arrêt a été délivré à l'encontre de [Jean-Pierre Bemba Gombo](#) pour des crimes commis en 2002 et 2003. L'[audience de confirmation des charges](#) a eu lieu du 12 au 15 janvier 2009. Le 15 juin de la même année, la Chambre préliminaire II a rendu sa décision relative à la confirmation des charges. Le 18 septembre, l'affaire a été renvoyée devant la Chambre de première instance III. Dans le même temps, le Bureau continue de s'intéresser de près aux allégations de crimes commis depuis la fin de 2005. Le 30 août, la Chambre de première instance III a tenu une conférence de mise en état au cours de laquelle elle a recueilli les propositions des parties au sujet de la date d'ouverture du procès.

I.5. [Kenya](#)

En février 2008, le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait les violences postélectorales de décembre 2007 et janvier 2008. Le 9 juillet 2009, le Groupe d'éminentes personnalités de l'Union africaine a annoncé qu'il allait [remettre au Bureau du Procureur une enveloppe sous scellés contenant une liste de personnes qui seraient impliquées et des pièces justificatives que son président, Kofi Annan, avait lui-même reçues de la Commission Waki](#). Le 5 novembre, le Procureur a informé le Président Kibaki et le Premier Ministre Odinga que selon lui, des crimes contre l'humanité avaient été commis et leur a rappelé son devoir d'intervenir en l'absence de procédures nationales. Le Président et le Premier Ministre se sont tous deux engagés à coopérer avec la Cour. Le 26 novembre, le Procureur a demandé à la Chambre préliminaire II l'autorisation d'ouvrir une enquête, insistant sur le fait que 1 220 personnes avaient été tuées, que des centaines avaient été violées, que des milliers de viols n'avaient pas été rapportés, que 350 000 personnes avaient été déplacées de force et que 3 561 avaient été blessées dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique lancée contre la population civile. Le 31 mars, la Chambre préliminaire a autorisé le Procureur à ouvrir une enquête sur les crimes contre l'humanité qui auraient été commis entre le 1^{er} juin 2005 et le 26 novembre 2009. Pour la première fois depuis le début de l'enquête, le Procureur s'est rendu au Kenya du 8 au 12 mai.

II. Analyses préliminaires

Statistiques relatives aux [communications au titre de l'article 15](#) et autres examens préliminaires.

L'analyse préliminaire constitue la première phase de l'action du Bureau du Procureur menée en vue de déterminer si une enquête devrait être ouverte. Il s'agit d'une phase au cours de laquelle le Bureau détermine si la Cour est compétente, si des crimes relevant de la compétence de la CPI ont pu être ou sont peut-être commis dans une situation donnée, si des enquêtes et des poursuites véritables se rapportant à ces crimes sont menées par les autorités compétentes et si l'ouverture éventuelle d'une enquête par le Procureur n'irait pas à l'encontre des [intérêts de la justice](#). Lors de cette phase, le Bureau évalue activement toutes les informations émanant de sources multiples concernant les crimes présumés, y compris les « communications » fournies par des personnes ou des parties concernées, comme le prévoit l'article 15 du Statut. Le déclenchement d'un examen préliminaire ne signifie pas qu'il débouchera automatiquement sur l'ouverture d'une enquête.

II.1. Afghanistan

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation en 2007, examen qui porte sur des crimes présumés relevant de la compétence de la Cour qu'auraient perpétrés tous les acteurs concernés. Le Bureau a rencontré des responsables afghans en dehors du pays, de même que des représentants de diverses organisations. Il a envoyé plusieurs demandes de renseignements au Gouvernement afghan, mais n'a encore reçu aucune réponse à ce jour.

II.2. Colombie

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation en 2006, examen qui porte sur des crimes allégués relevant de la compétence de la Cour et sur des enquêtes et des poursuites menées en Colombie à l'encontre des auteurs présumés des crimes les plus graves, de chefs paramilitaires, de femmes et d'hommes politiques, de chefs de guérilla et de membres des forces armées. Le Bureau s'intéresse également à des allégations faisant état de réseaux internationaux qui viennent en aide aux groupes armés auteurs des crimes commis en Colombie.

15 septembre – La Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, Radhika Coomaraswamy, a présenté son [rapport](#) annuel au Conseil des droits de l'homme. Le groupe de guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie – Ejército del pueblo (FARC-EP) – figure dans ce rapport parmi les auteurs de violations systématiques du droit international pour s'être livré au recrutement et à l'utilisation d'enfants, à des meurtres et à des mutilations d'enfants ainsi qu'à des viols et des actes de violences sexuelles sur des enfants. Le groupe de guérilla de l'Armée nationale de libération (ELN) figure également sur la liste.

II.3. Géorgie

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation le 14 août 2008. Le Ministre géorgien de la justice a effectué une visite au Bureau du Procureur, tandis que la Russie, qui n'est pas partie au Statut, lui a fait parvenir 3 817 communications. Le 27 août 2008, le Procureur a sollicité des Gouvernements russe et géorgien qu'ils lui communiquent certaines informations, ce qu'ils ont tous deux fait. Des représentants du Bureau se sont rendus en Géorgie en novembre 2008 et en Russie en mars 2010. Une deuxième mission a été effectuée en Géorgie en juin 2010.

II.4. Palestine

Le 22 janvier 2009, l'Autorité nationale palestinienne a déposé auprès du Greffier une déclaration au titre de l'article 12-3 du Statut de Rome qui autorise les États non parties à accepter la compétence de la Cour. Le Bureau du Procureur analysera tous les éléments en rapport avec sa compétence, notamment les questions de savoir tout d'abord si la déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour répond aux prescriptions du Statut, ensuite si des crimes relevant de la compétence de la Cour ont été commis et enfin si des procédures nationales sont menées à l'égard des crimes présumés. Une délégation de l'Autorité nationale palestinienne ainsi que des représentants de la Ligue des États arabes se sont rendus à la Cour les 15 et 16 octobre 2009 afin de déposer un rapport présentant des arguments en faveur de la capacité de l'Autorité palestinienne à déléguer sa compétence à la CPI. Le 11 janvier, en réponse à une demande de l'ONU, le Bureau du Procureur lui a adressé une [lettre](#) sur ses activités récentes dans le cadre des suites données au rapport Goldstone. Le 3 mai, il a publié un « [Résumé des observations visant à déterminer si la déclaration déposée par l'Autorité nationale palestinienne répond aux prescriptions du Statut de Rome](#) ». Aucune décision n'a encore été prise sur la question.

13 septembre – Le Conseil des droits de l'homme a publié le nouveau [rapport](#) du Secrétaire général à propos de l'état d'avancement de l'application des recommandations contenues dans le rapport de la Mission d'établissement des faits de

l'Organisation des Nations Unies sur le conflit de Gaza. Le rapport passe en revue les actions entreprises à ce jour par tous les acteurs auxquels la Mission a adressé ses recommandations, dont le Conseil de sécurité, le Procureur de la CPI, l'État d'Israël, les autorités palestiniennes, des groupes armés palestiniens.

II.5. Côte d'Ivoire

La Cour a compétence à l'égard de la situation en Côte d'Ivoire en vertu d'une déclaration que le Gouvernement ivoirien a déposée le 1^{er} octobre 2003 au titre de l'article 12-3 et par laquelle il accepte la compétence de la Cour à compter du 19 septembre 2002. Les crimes les plus graves, y compris des cas présumés de violences sexuelles à grande échelle, ont été commis entre 2002 et 2005. Les 17 et 18 juillet 2009, de hauts représentants du Bureau du Procureur se sont rendus à Abidjan.

II.6. Guinée

Le 14 octobre 2009, le Bureau a confirmé que la situation en Guinée faisait l'objet d'un examen préliminaire. La Guinée est un État partie au Statut de Rome depuis le 14 juillet 2003. En conséquence, la Cour pénale internationale a compétence à l'égard des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou du crime de génocide pouvant être commis sur le territoire de la Guinée ou par ses ressortissants, y compris les meurtres de civils et les violences sexuelles. Conformément à l'article 15 du Statut de Rome, le Bureau du Procureur a pris connaissance d'allégations graves concernant les événements survenus le 28 septembre 2009 à Conakry. En janvier 2010, des hauts représentants du Bureau se sont entretenus avec le Président Compaoré du Burkina Faso, médiateur pour le groupe de contact sur la Guinée, et le Président Wade du Sénégal, afin de veiller à ce que ces derniers soient informés des activités du Bureau. Du 15 au 19 février 2010, le Bureau a envoyé en Guinée une mission dirigée par M^{me} Fatou Bensouda, procureur adjoint, dans le contexte de ses activités liées à l'examen préliminaire de la situation. Du 19 au 21 mai, les membres d'une deuxième mission du Bureau ont rencontré le Ministre guinéen de la justice, le colonel Lohalamou, et des juges du pays. Les autorités guinéennes ont offert leur pleine coopération à la Cour.

14-19 septembre – Des organisations régionales et internationales, telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ([CEDEAO](#)), le [Secrétaire général de l'ONU](#), des gouvernements, dont celui de la [France](#), et des groupes de la société civile, comme la [FIDH](#), ont exprimé leur préoccupation à propos de la violence qui sévit à Conakry et ont invité les Guinéens et les sympathisants des candidats à faire preuve de retenue et de tolérance.

15 septembre – Au vu du bilan faisant état d'un mort et d'une cinquantaine de blessés au cours d'affrontements à Conakry entre les sympathisants des deux candidats à la présidence les 11 et 12 septembre 2010, le Procureur a déclaré : « *Dans le cadre de l'analyse préliminaire en cours, mon Bureau suit avec attention l'évolution de la situation en Guinée et notamment les risques de violence. Mon Bureau a pris connaissance des affrontements des 11 et 12 septembre 2010 à Conakry qui se sont soldés par un bilan d'un mort et cinquante blessés. Je souhaite rappeler que les violences électorales sont susceptibles de relever de la compétence de la Cour pénale internationale lorsque celles-ci se traduisent par la commission de crimes inscrits au Statut de Rome. J'ai ainsi demandé, et obtenu le 31 mars 2010, l'autorisation d'enquêter sur les crimes contre l'humanité relevant de la compétence de la CPI commis dans le contexte de la violence postélectorale au Kenya en 2007-2008. Il incombe à l'ensemble des acteurs guinéens de faire preuve de la retenue nécessaire pour éviter semblable scénario en Guinée* ».

III. Coopération – Mobilisation des efforts en vue des arrestations

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE LA SEMAINE (SUITE)

Le rôle d'Ahmad Harun en tant que gouverneur du Kordofan du Sud devrait alerter la communauté internationale car il a été l'instrument de la campagne criminelle menée pour permettre au Président Al Bashir d'atteindre ses objectifs :

- En qualité de Ministre délégué chargé de l'intérieur à partir de mars 2003, il a coordonné des attaques contre des villages au Darfour, qui ont entraîné le déplacement forcé de 2,5 millions de civils vers des camps de personnes déplacées ;
- En qualité de Ministre délégué aux affaires humanitaires, de septembre 2005 jusqu'à ce jour, il a mis en œuvre une nouvelle stratégie criminelle consistant à exterminer progressivement les personnes réfugiées dans les camps grâce à deux techniques — la terreur et les viols — quelques mois après le renvoi de la situation par le Conseil de Sécurité de l'ONU à la CPI.

La communauté internationale refusant d'admettre le passé peu glorieux de Harun, le Président Bashir a pu utiliser ce dernier et envoyer un message à ceux qui acceptaient d'exécuter des ordres illégaux : une protection leur serait offerte et aucune poursuite ne serait engagée à leur rencontre.

Harun jouit d'une bonne image au sein de la communauté internationale qui vante même ses talents d'« organisateur efficace ». Il aurait été impliqué dans l'attaque dirigée par une milice Misseriya au nord d'Abyei à la fin du mois de juin de cette année, ayant entraîné le déplacement d'au moins 600 personnes. Le Gouvernement soudanais a annoncé que les milices Misseriya étaient progressivement incorporées aux forces gouvernementales, comme l'avaient été les milices Janjaouid à la garde des frontières.

Au cours de ses consultations, le Procureur a par ailleurs souligné que la réunion spéciale sur l'avenir du Soudan qui se tiendra au siège de l'ONU le 24 septembre serait l'occasion de faire pression en vue de la destitution et de l'arrestation de Harun. 51 chefs de crimes contre l'humanité et crimes de guerre ont été retenus contre lui. Une demande émanant du Conseil de sécurité visant à le destituer immédiatement de son poste de Gouverneur du Kordofan du Sud (ainsi que son arrestation éventuelle à plus long terme) aurait un effet fortement dissuasif sur les milices avec lesquelles il travaille et contribuerait à prévenir une nouvelle campagne criminelle. La destitution de Harun permettrait également d'ébranler le sentiment d'impunité qui prédomine parmi les auteurs de crimes au Soudan.

Le 15 septembre, en réponse à une question qui lui était posée sur la visite du Procureur Moreno-Ocampo aux États-Unis, Scott Gration, l'Envoyé spécial des États-Unis au Soudan, [a confirmé](#) que son pays ne ménageait pas ses efforts pour inciter le Soudan à se conformer aux demandes de la CPI à propos des mandats d'arrêt qu'elle a délivrés à l'encontre de Ahmed Harun et du Président Al Bashir.

Pendant ce temps, les crimes se poursuivent au Darfour. Le 14 septembre, l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan, Mohamed Chande Othman, [a déclaré](#) que de nouvelles informations recueillies semblaient confirmer les rapports initiaux selon lesquels un groupe de miliciens aurait attaqué des civils dans le village de Tabarat, dans le nord du Darfour, tuant plus de 37 personnes et en blessant plus de 50 autres le 2 septembre. Chande a ajouté qu'il se sentait « *profondément troublé par ces meurtres qui mettent en évidence la détérioration continue de la situation au Darfour* », et a appelé le Gouvernement à mener « *de toute urgence une enquête approfondie et transparente sur les attaques récentes perpétrées contre des civils au Darfour-Nord* ». Il a également souligné que « *L'incident devrait faire l'objet d'une enquête approfondie et impartiale et les responsables devraient être traduits en justice.* »

15 septembre – Le Ministre britannique des affaires étrangères, William Hague a prononcé un [discours](#) à propos de l'importance des valeurs en matière de politique étrangère dans lequel il a souligné le fait que le Royaume-Uni s'engageait à « *soutenir l'action d'avant-garde de la Cour pénale internationale et [à] œuvrer en vue de renforcer son autorité, y compris en dénonçant les États parties au Statut de Rome qui permettent à des personnes recherchées par la Cour de se rendre sur leur territoire en toute impunité* ».

19 septembre – Le Procureur Moreno-Ocampo a participé à une soirée spéciale sur le thème de l'Afrique organisée par la fondation Cinema for Peace à New York. Invité à s'exprimer, il a saisi l'occasion de mettre en avant les actions menées par la Cour en Afrique et de rappeler que des progrès considérables restaient à accomplir en matière de justice : « *Les Africains tentent d'imposer une idée novatrice : un accord global pour mettre un terme à la violence à grande échelle* ». Il a précisé que le plus grand défi à relever pour l'Afrique était le génocide qui se poursuit actuellement au Darfour.

IV. À venir

- 21 septembre – Allocution du procureur adjoint lors de la conférence organisée par la Konrad Adenauer Stiftung, sur le thème « Tout ce qui est juste – Compétence internationale en Afrique », à Berlin
- 28-29 septembre – Participation du Procureur au 25^e anniversaire du Centre pour les victimes de la torture, à Minneapolis
- 30 septembre – Participation du Procureur à plusieurs réunions et à une conférence intitulée « Le rôle du genre dans les atrocités : respect de l'obligation de rendre des comptes ou impunité au Soudan et ailleurs » qui se tiendra au forum des étudiants de la Faculté de droit de l'Université de New-York
- 3-4 octobre – Visite officielle du Procureur au Danemark

- 5-6 octobre – Participation du Procureur à un forum intitulé « Renforcer la justice dans le contexte des examens préliminaires de la CPI », organisé par le Centre Hauser pour les organisations à but non lucratif, à Bellagio (Italie)
- 10 octobre – Célébration nationale en présence du procureur adjoint de la troisième édition de la « Marche mondiale des femmes », organisée par le Mouvement international des féministes, à Tervuren (Belgique)
- 19-20 octobre – Participation du Procureur et du procureur adjoint à une table ronde du Bureau du Procureur avec les ONG, à La Haye
- 26-27 octobre – Participation du Procureur à un événement organisé par la faculté de droit de l'Université de New-York, à New York
- 11 novembre – Participation du Procureur à une conférence intitulée « Transparence et responsabilité : les garanties d'une bonne gouvernance », à Montevideo

** Le présent document expose le point de vue du Bureau du Procureur de la CPI. Pour de plus amples informations, veuillez contacter M^{me} Olivia Swaak-Goldman, conseillère en coopération internationale au Bureau du Procureur : Olivia.Swaak-Goldman@icc-cpi.int*